

Nouveau départ vers le passé

Lundi 3 novembre 2003, vers 18 heures: une meute de policiers envahit (sans mandat aucun) le domicile de Mohamed Khouna Ould Haïdalla, candidat à l'élection présidentielle du vendredi 7 novembre. Après une perquisition minutieuse, les policiers emportent deux armes à feu. Le lendemain, ses deux fils sont interpellés et soumis à une garde-à-voir. Jeudi 6 novembre, à 14 h 30, deuxième descente policière au domicile de Haïdalla (sans mandat, encore une fois) qui est arrêté et conduit directement à la prison civile. Au cours de l'après-midi, plusieurs membres de son équipe de campagne sont l'objet d'interpellation, et sont acheminés et gardés dans les locaux de la Sûreté d'État. Dans la soirée, à 21 heures, Haïdalla est libéré. Les commanditaires de l'opération avaient juste oublié que l'empêchement d'un candidat à l'élection présidentielle entraînait le report du scrutin.

Vendredi 7 novembre, vers minuit: Maouya Ould Sid'Ahmed Taya est réélu (avec 66,69% des suffrages exprimés) président de la République pour un troisième mandat de six ans.

Le dimanche 9 novembre, à 6 heures du matin: Ould Haïdalla est cueilli à son siège de campagne, cette fois, et reconduit à la prison civile. Au même moment, son directeur de cam-

pagne, Ismaël Ould Amar, député à l'Assemblée nationale est interpellé à son domicile. Ould Amar est protégé par l'immunité parlementaire? Qu'à cela ne tienne, ses pairs du PRDS approuveront, cinq jours plus tard, l'incarcération de leur collègue, avec une ferveur servile.

Le scrutin présidentiel du 7 novembre 2003 était attendu comme une apothéose démocratique. Il n'aura été qu'une pitoyable parenthèse dans un processus électoral torturé où Arturo Ui, Ubu et Guignol auront, tour à tour et simultanément, tenu la vedette, mêlant, en une innommable mascarade, le honteux, le vulgaire et l'odieux.

Il y un an et demi, le Calame (n° 350, du 29 avril 2002) titrait un de ses articles sur les sénatoriales partielles "Un pas en avant, dix ans en arrière". Après l'éclaircie des élections municipales et législatives d'octobre 2001, le kidnapping électoral d'avril 2002 ne sonnait pas seulement comme un retour à la case départ. Il constituait un champ d'expérimentation de nouvelles techniques de fraude et d'un système "corruptif" performant, les unes et l'autre d'une efficacité mortelle pour la démocratie. La conclusion de l'article était un tantinet cruelle: "Les dix ans en arrière que la pouvoir a fait faire au processus démocratique

(...) préparent les conditions d'une victoire triomphale de Ould Taya à la prochaine présidentielle. Et nous rappellent, si nous l'avions oublié, que le PRDS est, au monde, le seul parti capable de transformer des crottins de dromadaires en suffrages exprimés en sa faveur".

A la lumière du déroulement et des résultats "officiels" du scrutin du 7 novembre, elle n'est plus qu'un aimable euphémisme. La prédiction s'est réalisée au-delà de nos craintes. Ould Taya "s'est réélu" au premier tour, et la race cameline a appris à faire des crottins en forme de bulletins de vote blancs à diagonale bleue. Et si, pour paraphraser un bon mot de L. S. Senghor, les dromadaires du Sahara se sont retenus de tordre leur bosse de rire, c'est juste qu'ils craignaient un embastillement collectif pour révélation d'un secret d'État.

En un sens, Ahmed Ould Sidi Baba avait raison: la Mauritanie n'est pas prête pour une alternance démocratique. En un sens seulement. La part de vérité dans cette assertion est étroitement liée à la fois au délai d'accommodation d'un peuple à la culture démocratique et au contenu que l'on donne au vocable Mauritanie. En 1992 déjà, Ould Sidi Baba affirmait qu'il était indispensable d'accorder à

Nouveau départ vers le passé

suite de une

Ould Taya un mandat de six ans afin de lui permettre d'ancrer la démocratie dans un pays qui en ignorait jusqu'aux prémisses. A la fin de son troisième mandat, Ould Taya aura totalisé un quart de siècle à la tête du pays. Vingt ans n'ont pas suffi à un homme pour élaborer ne serait ce que l'esquisse d'une ébauche d'un projet de société digne de ce nom, et il faut encore lui donner une dernière chance, six ans, pas une de plus! Un millénaire n'y suffira pas. Ould Sidi Baba est peut-être un paléontologue qui s'ignore, et compte en périodes géologiques, et son Pygmalion possède certainement toutes les vertus dont il le pare. Les Mauritaniens, hélas n'ont que la patience du genre humain, et n'attendent pas que la prochaine glaciation emprisonne le corps du dernier rejeton d'une dynastie de mammoths, pour se donner un autre maître.

Certains en rêvent, pourtant, de cette dynastie de mille ans et plus. Ceux de la Mauritanie d'en haut. Ceux de la Grand Caste, celle des privilégiés et des profiteurs de tous poils. Celle de ceux qui voudraient que rien ne change. Surtout pas l'injustice, tant qu'elle les avantage. Surtout pas la soumission, tant qu'ils demeurent les maîtres. Surtout pas la pauvreté, tant qu'elle reste celle des autres. Surtout pas la démocratie, tant qu'ils tirent les ficelles. Il est vrai que toute alternance démocratique dans un pays qui n'a jamais connu que putschs et coups de palais est un saut dans l'inconnu. Comme il est vrai que dans le cas d'espèce, cette coalition bigarrée d'islamistes modérés, de baathistes repentis, d'anciens militaires revanchards, d'ex-communistes camouflés en démocrates, en progressistes ou en alter mondialistes est trop potentiellement explosive pour inspirer confiance aux meutes prévaricatrices qui peuplent les allées du pouvoir. Au saut dans l'inconnu, elles préfé-

rent le retour vers un futur peint aux couleurs du passé. Poisseuses et lugubres. Les horizons y sont éternellement blêmes: les ambitions sans scrupules: les rêves égoïstes: la générosité étriquée: la différence, une hérésie: la tolérance, une faiblesse: l'hypocrisie plus profonde qu'un puits de mensonges.

C'est pour ce retour vers un futur sans illusions qu'une conjuration ultra conservatrice a mobilisé le ban et l'arrière ban du système prébendier qui, depuis vingt ans, soumet ce pays aux impératifs de ses seuls profits. Le scrutin du 7 novembre n'a pas vu la victoire d'un homme, mais le triomphe d'un système. L'instinct de survie d'une caste a été le principal moteur de la deuxième réélection triomphale de Ould Taya... Elle savait qu'elle ne perdrait rien de ce qu'elle avait, pendant des lustres, frauduleusement accumulé. Qu'elle risquait juste de voir ses marges de profit se rétrécir, et se réduire son influence. Pas grand chose, en somme. Mais pour elle, pas grand chose c'est déjà trop. Alors elle s'est mise en branle, dans une rare unanimité: fédérations patronales, officiers supérieurs riches à millions ou ne désespérant pas de l'être, jeunes entrepreneurs boutonneux, chefs tribaux, directeurs de sociétés d'État, magistrats, syndicats jaunes, universitaires. Toute l'élite "officielle" mobilisée dans l'industrie de la fraude, la seule qu'elle ait jamais géré avec efficacité. Cartes d'identités réputées infalsifiables reproduites par milliers, corruption et achat des consciences, intimidation et pressions de toutes natures. Prolifération malsaine d'initiatives aussi spontanées qu'intéressées. Un massif "OUJ MAOUIYA! Un immense soupir de soulagement veule, anticipant le succès d'une extorsion électorale programmée.

A ce facteur global sont venues s'agglomérer des motivations spéci-

ifiques et des paniques individuelles: ceux qui vouaient à l'un ou l'autre des candidats de l'opposition une haine particulière: ceux dont la conscience est encore tourmentée par un passif humanitaire vieux de presque quinze ans et qui refusent de se laisser enterrer: ceux qui prêtent à leurs adversaires une soif de revanche qui ne s'apaiserait que dans leur sang.

Des adversaires rabaissés plus bas que terre, dès l'annonce de leur candidature, et que l'hystérie des derniers jours peint aux couleurs atroces de l'envie et de la vengeance. Ahmed Ould Daddah, dévoré par une ambition démesurée, et qui, n'ayant pu gérer un parti, ne saurait diriger un État: Messaoud Ould Boukheir déchiré entre une "haratinité" complexée qu'il ne revendique plus guère et une arabilité qui se refuse à lui: Mohamed Khouna Ould Haïdalla, enfin, vieux dictateur sur le retour, entouré de vieilles barbes et de jeunes écervelés, déconnecté d'une Mauritanie que le génie de Ould Taya a fait accéder à Internet et à la mondialisation.

En face, il faut bien le dire, pas un mot (ou presque pas) qui rassure et rassemble. Hormis l'antenne sur la transition pacifique, et les tentatives infructueuses d'un Haïdalla d'engager un dialogue direct avec le président sortant, rien sur l'avenir de ceux qui craignaient pour leur fortune, leur statut ou leur intégrité physique.

Aujourd'hui, plus que jamais le pays est dans une impasse où la cécité sociale d'une caste et la myopie politique d'un pouvoir mal assuré l'a conduit. La promesse de démocratie semble étouffée. Il ne reste plus que le désespoir, et la ronde baveuse des hyènes ricanant à la lune.

Dieu nous garde des matins de tempête et des crépuscules couleur sang.